



Politique Sociale de la CEBPL

Comme chaque année, les élus étaient consultés sur la politique sociale de l'Entreprise et lors du CSE, du mois de septembre, ils ont décidé de recourir à une nouvelle expertise. Le cabinet Syndex a rendu un rapport d'une centaine de pages et nous avons fait le choix délibéré de ne vous restituer que quelques chiffres. Dans un premier temps, il est à noter que les préconisations faites par les élus l'année dernière suite à la dernière expertise n'ont guère été écoutées ou retenues par la Direction.

- ☞ On peut déjà noter une baisse des effectifs de 13,6% entre 2017 et 2021,
- ☞ La proportion des salariés cadres est passée de 31% à 45% en 4 ans,
- ☞ Des écarts de rémunérations de plus de 10% à la médiane concernant 107 salariés et représentent une enveloppe d'augmentation de 250 k€,
- ☞ Une politique de rémunération incomprise par certains salariés déjà en poste se retrouvant au même salaire vis-à-vis d'un salarié ayant moins d'ancienneté,
- ☞ Un taux de départ en progression depuis 2017 obligeant l'entreprise à redoubler d'effort pour recruter et déstabilisant le réseau commercial d'où une surcharge de travail,
- ☞ Les démissions sont le premier motif de sortie des CDI,
- ☞ Les départs ont souvent lieu avant 4 ans ou après 25 ans d'ancienneté,
- ☞ Le taux de départs sous un an des CDI est en progression depuis 2017,
- ☞ 4 apprentis sur 5 partent à la fin de leur apprentissage.

Face à ces résultats qui parlent d'eux-mêmes, on peut comprendre que la fidélisation des salariés devient un enjeu majeur pour l'entreprise. Les conditions de travail se dégradent face à ce turnover important et l'entreprise se doit de prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier. La signature de l'accord QVCT, le parcours Start pour les nouveaux GC, l'accord GEPP sont des outils à la disposition de l'employeur. Reste maintenant à la Direction de prendre toute la mesure de ce rapport et d'apporter une autre politique Sociale à la Caisse d'Épargne de Bretagne Pays de Loire.

Les élus du Syndicat Unifié/UNSA ne pouvaient bien sûr que voter défavorablement à cette politique sociale 2021 de la CEBPL.

Vos représentants au CSE : Benoit BRIER, Marie-Laure CRENN, Philippe LAFOURCADE, Fabienne LETHEREAU, Michèle NOUVEL, Valérie PAVIC, Agnès PERRAUT, Frédéric ROIGNANT, Loïc STEPHAN, Valérie RAULT, Arnaud le POGAM.